

Réfugiés d'Ukraine : comment la cellule du MEN gère la scolarisation des élèves et prépare la rentrée

Luce Burnod

9-12 minutes

Au 28 mars 2022, plus de 5 200 élèves ukrainiens sont scolarisés en France en raison du conflit russo-ukrainien, dont 62 % dans le 1er degré, selon les données du MENJS. Interface entre divers services centraux, la "cellule Ukraine" du MEN travaille sur différents scénarii allant jusqu'à 50 000 élèves à scolariser. S'il s'agit d'organiser "au mieux" l'accueil de ces enfants jusqu'à l'été, la cellule prépare aussi la rentrée prochaine. La situation se caractérise par le nombre d'enfants arrivant en un temps court. Selon le MEN, les capacités des UPE2A permettent encore d'accueillir des élèves.



Parmi les élèves ukrainiens scolarisés en France depuis le début du conflit russo-ukrainien, 62% sont dans le 1er degré. Droits réservés - DR - © Rectorat de Toulouse

En l'espace de 15 jours, le nombre d'élèves ukrainiens scolarisés en France est passé de 787 à 5 266, soit une hausse de près de 570 %, selon les données de la "cellule Ukraine" du MENJS arrêtées au 28 mars 2022. "Le chiffre a été multiplié par 20 depuis

le 8 mars", relève Florentine Petit, cheffe du département des affaires européenne bilatérales à la Dreic du MEN et pilote de cette cellule mise en place une semaine après le début du conflit russo-ukrainien, le 24 février dernier.

Le nombre d'enfants arrivant dans l'Hexagone devrait continuer à progresser ces prochains jours, selon Florentine Petit : "On anticipe des scénarii d'arrivées de 10 000, 30 000, 50 000 élèves à scolariser". Le premier palier étant annoncé pour la semaine prochaine.

Établie depuis le 3 mars au sein de l'hôtel de Rochechouart, la cellule "fait l'interface" entre les différents services de l'administration centrale concernés par l'accueil de ces élèves, explique la responsable. À ses côtés travaillent ainsi la cheffe du bureau des écoles maternelles et élémentaires de la Dgesco et un HfDS, appartenant au service de défense et de sécurité du ministère. La cellule devrait être prochainement coordonnée par un IG et s'étoffer "pour avoir le point de vue des académies", complète la représentante de la Dreic. En effet, chaque rectorat a mis en place sa propre cellule et élaboré une organisation à l'échelle de son territoire ([lire sur AEF info](#)).

Le rôle de la cellule (composée de 4 personnes, bientôt 5) consiste à "anticiper au mieux" l'arrivée d'enfants ukrainiens et à organiser leur scolarisation, résume Florentine Petit. Pour le moment, il s'agit surtout, à ses yeux, de "pallier l'urgence". Autrement dit d'organiser cette scolarisation dans la mesure où elle est obligatoire, en France, à partir de 3 ans. L'objectif est d'accueillir "au mieux jusqu'à l'été" tout en préparant la rentrée prochaine.

La mise en place de l'enseignement à distance en ukrainien à parfaire

Huit axes de travail ont été définis autour de :

- l'accueil et la scolarisation,
- les ressources pédagogiques, avec notamment une mutualisation de celles élaborées par les académies,
- la sécurité, aussi bien des systèmes informatiques qu'en ce qui concerne "des faits susceptibles d'impacter le climat scolaire",
- la remontée d'informations venant d'autres États membres de l'Union européenne ([lire sur AEF info](#)),

- l'aide humanitaire,
- l'engagement de la jeunesse, avec la mobilisation actuelle de 14 000 jeunes en service civique,
- l'activité sportive et la mobilisation des fédérations et clubs sportifs,
- la communication.

Dans le cadre de ces orientations, un groupe de travail s'est constitué pour analyser les programmes ukrainiens par rapport à ceux dispensés en France. Aussi, des "tests de positionnement" des élèves devraient être organisés, "mais pas tout de suite", tempère Florentine Petit.

Du côté des ressources pédagogiques, le ministère a "très vite" mis à disposition un Magistère pour les personnels, enseignants ou accompagnants de ces élèves ukrainiens. Le parcours compte désormais "plus de 3 000 inscrits", se félicite-t-on rue de Grenelle. Cette formation a été pensée pour être utile "à la compréhension de la situation", "aider à se préparer à l'accueil individuellement et en équipe" et "faciliter l'inclusion des enfants dans la classe et les accompagner dans leurs apprentissages".

Un axe de travail reste à parfaire, cependant, concernant l'enseignement à distance en langue ukrainienne, relève-t-on dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer. En effet, le ministre a souligné, mi-mars, l'importance de permettre aux enfants de conserver un lien avec leurs langue et culture maternelles ([lire sur AEF info](#)). La "continuité pédagogique" des élèves ukrainiens, vis-à-vis de leur système scolaire d'origine, fait d'ailleurs partie des sujets discutés entre les ministres européens de l'éducation et leur homologue de Kyiv (Kiev) ([lire sur AEF info](#)).

Une majorité d'élèves ukrainiens scolarisés dans le 1er degré

D'après une carte de France diffusée sur un écran de la "cellule", plus de 6 élèves ukrainiens sur 10 sont scolarisés à l'école primaire (3 301, soit 62 %), près d'un tiers au collège (1 508, soit 29 %) tandis que moins d'un sur dix est au lycée (439 soit 8 %). Le ministère recense également 18 enfants (soit 0,3 %) dans une situation autre. Ces données ont vocation à être rendues publiques chaque semaine, indique le ministère. Quant aux enseignants ukrainiens arrivés en France, leur recensement relève des services du ministère du travail, indique le MEN. Aussi, leur situation est

évoquée dans le cadre de la cellule interministérielle.

"Il y a plus d'élèves dans le 1er degré car il est plus facile de les scolariser" et cela à proximité du domicile, avance Marion Mallet-Petiot, de la Dgesco. "À l'âge du lycée, ça peut prendre plus de temps car il faut regarder le parcours de formation" antérieur, complète-t-elle. Aussi, scolariser les enfants peut être perçu par les familles comme le premier signe de leur installation.

L'académie de Nice concentre le plus grand nombre d'élèves ukrainiens, avec 454 enfants inscrits, dont près des trois quarts dans le primaire. L'académie de Versailles accueille 449 élèves ukrainiens, dont près des deux tiers sont scolarisés dans le premier degré.

Des flux intra-européens d'élèves à prévoir

"Il y a une forte communauté ukrainienne à Nice", avance Florentine Petit pour expliquer cette répartition. Elle fait observer la présence de 246 élèves dans l'académie de Strasbourg, "arrivés d'Allemagne". Avec 289 élèves scolarisés dans des établissements de l'académie de Créteil et 76 à Paris, l'Île-de-France concentre plus de 10 % des effectifs. C'est à Paris que les familles arrivent "souvent, en transit", commente la représentante de la Dreic. Par ailleurs, pour l'heure, 316 élèves sont scolarisés dans l'académie de Grenoble, 15 élèves dans l'académie de Corse et 73 dans celle de Limoges.

Selon Florentine Petit, "la France est un pays de passage car il y a une forte communauté ukrainienne en Espagne, au Portugal, en Italie". La répartition géographique des élèves devrait ainsi encore évoluer. Sans compter qu'à l'échelle européenne, les réfugiés ukrainiens accueillis dans un premier temps par les pays de l'est, notamment, pourraient être amenés à se déplacer de nouveau, anticipe-t-on au sein de la cellule, évoquant des "flux intra-européens". Un point qui devrait notamment être évoqué, le 5 avril prochain, lors du Conseil des ministres européens de l'Éducation ([lire sur AEF info](#)).

Si "ça n'est pas la première fois que la France accueille des élèves allophones" venus de pays en crise, la situation actuelle est rendue particulière par sa "proximité" avec le pays d'origine, relève Marion Mallet-Petiot. Elle se caractérise par "le nombre d'enfants accueillis dans un temps aussi court", complète-t-elle. "Le contexte [de

guerre] fait qu'on doit prendre des précautions", l'idée étant que l'école s'apparente, pour les élèves accueillis, à "un retour à la vie normale".

La question du recrutement d'enseignants en UPE2A

Dès l'élémentaire, les élèves sont intégrés dans des classes ordinaires et, parallèlement, pris en charge par des UPE2A. "C'est un dispositif inclusif, qui vient en appui à la scolarité", souligne Marion Mallet-Petiot. "On est encore en capacité d'accueillir des élèves par rapport aux ressources en UPE2A", indique-t-elle.

"La capacité d'absorption [des élèves ukrainiens] est plutôt bonne avec les UPE2A et des dispositifs spécifiques", assure-t-on dans l'entourage du ministre. Signe de la capacité du système scolaire français, la rue de Grenelle rappelle qu'environ 70 000 élèves allophones ont été scolarisés en 2018-2019, période qui avait représenté "un pic" d'arrivées.

Alors que des enfants arrivent tous les jours, le recrutement de professeurs supplémentaires pour ces unités fait partie des questions abordées dans les différents scénarii pour le moyen et long terme.

Des initiatives dans les académies

Plus d'un mois après le début du conflit russo-ukrainien, les initiatives de solidarité se multiplient dans les académies ([lire sur AEF info](#)).

D'après les informations du MEN, plus d'une quarantaine d'actions ont été recensées par l'académie de Normandie par exemple, à l'initiative des familles, d'élèves ou d'enseignants. Ainsi, une école de l'Eure accueille des élèves ukrainiens logés avec leur famille chez une mère d'élève d'origine ukrainienne et installée dans la commune depuis longtemps. L'école a organisé une collecte de denrées alimentaires et produits d'hygiène pour l'aider à assumer ce coût.

Dans l'académie de Lyon, un lycée professionnel de Bourg-en-Bresse reconditionne, dans le cadre de ses formations logistique et transport, l'ensemble des dons des associations centralisés par la protection civile.

Les élèves de la cité scolaire Fébus de l'académie de Bordeaux ont

récolté et remis à la Croix Rouge près de 4 mètres cubes de matériel et de denrées ainsi que 1 000 euros. Les lycéens d'un LPO landais ont remis 80 couvertes à l'association, au bénéfice des ukrainiens.